

LE TEMPS

Une nouvelle manifestation contre la 5G a lieu ce samedi à Berne. La contestation s'est structurée et a pris la forme d'une association, Frequencia. De leur côté, Sunrise et Swisscom sont exaspérés par les pseudo-moratoires et les oppositions à leurs antennes 5G.

Les opérateurs auraient pu croire que la lutte contre la 5G, qui avait éclaté ce printemps, n'était qu'un feu de paille. C'était une erreur. Cet été, les opposants à cette technologie sont demeurés discrets. Mais depuis peu, leur combat a gagné en intensité. Et ce samedi 21 septembre, ils espèrent être plusieurs centaines à manifester à Berne notamment contre «l'irradiation forcée» – ce sont leurs propres termes. Cette lutte contre la 5G continue à agacer au plus haut point Swisscom, Sunrise et Salt, qui affirment avoir beaucoup de peine à activer leurs antennes.

Le 10 mai, la première manifestation dans la capitale avait mobilisé près de 2000 personnes, selon les organisateurs. Il ne s'agissait alors que d'un mouvement emmené par quelques citoyens. Cet été, sans faire de bruit, les opposants se sont structurés en créant une association active au niveau national, appelée Frequencia, dont le site web (frequencia.ch) sera actif dès lundi. Son objectif est large: lutter contre «les risques de la numérisation et des technologies de communication mobile, notamment de la 5G».

«Pas besoin de la 5G»

Pour Tamlin Schibler Ulmann, coprésidente de Frequencia, «le premier combat, la priorité du moment, c'est de lutter contre la 5G. Mais il s'agit aussi d'ouvrir une discussion générale sur les ondes électromagnétiques artificielles dont nous sommes déjà envahis aujourd'hui.» L'association invoque notamment des raisons de santé et refuse «que les Suisses soient pris pour des cobayes. Savez-vous que nous avons ici la plus grande concentration d'antennes 5G au monde? Or nous n'avons pas du tout besoin de cette technologie.»

Frequencia propose ses solutions. «Actuellement, les réseaux 2G, 3G, 4G et 5G doivent rayonner partout, notamment dans les maisons. Or nous pensons que la puissance des antennes pourrait être sensiblement baissée pour éviter que les ondes ne pénètrent dans les bâtiments. Au sein de ceux-ci, les gens pourraient décider d'installer soit des réseaux filaires, soit des répéteurs des réseaux mobiles à très faible puissance, qui n'irradieraient pas les voisins», avance Tamlin Schibler Ulmann.

Faux moratoires

Au niveau local, la responsable est aussi active pour lutter contre la 5G. Ainsi, à Yverdon, elle a entamé un bras de fer avec la municipalité, estimant que les réponses que celle-ci a apportées aux citoyens sur cette technologie sont lacunaires et erronées. L'ensemble des pétitions lancées dans des villages, mais aussi des appels de plusieurs politiciens à ne pas installer d'antennes ont conduit plusieurs cantons à freiner les procédures pour octroyer des autorisations. Mais il ne s'agit pas de réels moratoires: «Le canton de Vaud a suspendu le traitement des dossiers concernant l'édification de nouvelles antennes de technologie 5G, ce sujet sera traité dans le cadre de la future réponse du Conseil d'Etat à la résolution parlementaire (Raphaël Mahaim) demandant l'instauration d'un moratoire», affirment les autorités vaudoises.

Lire aussi: [5G: voici comment, en toute discrétion, Swisscom et Sunrise construisent leurs réseaux](#)

Les opérateurs sont excédés de ces freins imposés dans plusieurs cantons. «L'ensemble des procédures sont freinées alors que le trafic de données sur les réseaux mobiles double tous les ans, relève un porte-parole de Swisscom, qui estime que, dans certains cas, à l'avenir, un risque de saturation des réseaux existe.» Le responsable affirme que les procédures pour activer des antennes, déjà longues auparavant, deviennent interminables: «Même lorsque l'on veut, évidemment en toute légalité, adapter un émetteur 2G en 5G, ou un émetteur 2G ou 4G, la procédure prend en moyenne désormais, dans certains cantons, vingt et un mois, contre six mois avant les annonces de ces faux moratoires.»

Sunrise avertit

Sunrise, de son côté, veut entretenir «un échange constructif et étroit avec les autorités responsables», selon une porte-parole, qui poursuit: «Malheureusement, nous recevons des exigences absurdes de la part de certains politiciens, et c'est renforcé par l'année électorale.» L'opérateur calcule que lorsqu'il a besoin d'un permis pour une nouvelle construction ou une extension d'une antenne, il fait face à des oppositions dans 50% des cas.

Et même lorsque aucun permis n'est obligatoire, un tiers des projets sont attaqués. Du coup, Sunrise avertit: «Nous voulons nous concentrer sur les cantons et communes qui ne veulent pas empêcher le progrès technologique. Dans les cantons qui ont opté pour des tactiques dilatoires avec des moratoires et des exigences procédurales plus strictes, on peut s'attendre à un écart pouvant atteindre 30% par rapport aux autres cantons.»

Lire aussi: [5G et santé: dix points pour comprendre](#)

Malgré ces écueils, les opérateurs poursuivent l'extension de leurs réseaux 5G. Sunrise revendique plus de 260 localités couvertes, Swisscom environ 100, il espère toujours couvrir 90% de la population avec une 5G à débit réduit d'ici à la fin de l'année. Mais ils doivent se battre aussi bien contre des oppositions que contre de fausses informations. Vendredi, leur association faïtière, l'Asut a publié des réponses à 22 fausses croyances, telles que «Dans les stations-service ou les réservoirs d'hydrogène, des étincelles peuvent se former en raison des faisceaux puissants et provoquer des incendies», «La 5G [...] sert d'arme militaire» ou encore «La 5G est cancérigène».

Pression sur les parlementaires

Les opérateurs se préparent à un combat long, d'autant plus que le rapport sur la 5G de l'Office fédéral de l'environnement, attendu initialement pour cet été, doit finalement être publié d'ici à la fin de l'année. Et l'association Frequencia entend placer sa lutte sur le long terme, au-delà du débat sanitaire. «Nous sommes contre la surveillance permanente engendrée par les appareils connectés qui envahissent notre quotidien. Il est prévu de connecter jusqu'à un million d'appareils par kilomètre carré... Quid de notre liberté individuelle avec cela?» s'interroge ainsi Tamlin Schibler Ulmann.

Pour la coprésidente de Frequencia, le combat n'est de loin pas perdu d'avance. «Je suis convaincue que nous pouvons changer les choses, sinon je ne m'engagerais pas. Il est important de faire passer la vie avant le profit, nous voyons que de plus en plus de personnes prennent conscience des problèmes liés à la technologie et veulent une réflexion de fond sur son utilité.» Frequencia veut aussi s'engager contre l'exploitation massive des matières premières non renouvelables que nécessitera le développement de la 5G.

L'association espère faire pression sur les futurs parlementaires. Mais selon un sondage effectué par Smartvote auprès de 3571 candidats aux élections fédérales, une majorité d'entre eux, dans tous les partis, approuvent l'extension des réseaux 5G. Seuls les candidats verts sont contre, à 80%. Les candidats PLR y sont à l'inverse le plus favorables, dans une proportion de 93%